

## LE 911 EUROPEAN TOUR

# Du 11 septembre aux ADM irakiennes, le mensonge est une politique



À l'initiative du millionnaire Jimmy Walter, une série de conférences sur le 11 septembre a été organisée dans les principales capitales européennes. Des journalistes et écrivains états-unis y ont démontré la responsabilité de l'administration Bush dans l'organisation de ces attentats et l'installation d'un régime d'exception. Ils ont appelé les gouvernements européens à ouvrir une enquête internationale. Nous reproduisons l'intervention de Thierry Meyssan à Londres.

page 2

## La désillusion orange

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

La guerre des clans d'oligarques a repris en Ukraine après la « révolution » orange. Viatcheslav Irgounov assure que le couple Yushchenko-Tymoshenko est en pleine crise. Les nouveaux dirigeants ukrainiens souhaiteraient nationaliser les biens des autres oligarques, pour les privatiser à nouveau, mais cette fois à leur profit personnel. Cette situation désespère Anders Aslund qui pleure son rêve d'un grand soir libéral en Ukraine.

page 6

REPÈRE : 3 JUIN -350

## Agnodice, première femme médecin et gynécologue

Issue de la haute société athénienne, jeune fille brillante, Agnodice est frustrée par l'interdiction faite aux femmes d'étudier. Encouragée par son père, elle se coupe alors les cheveux et s'habille en homme afin de pouvoir suivre les cours, notamment auprès du célèbre médecin Hérophile. En 350 avant notre ère, le 3 juin, elle obtient la première place à l'examen de médecine et devient gynécologue, toujours sans révéler sa véritable identité. Bientôt les malades affluent vers sa pratique et les autres médecins, jaloux de son succès, répandent le bruit qu'elle profiterait de son métier pour séduire et corrompre les femmes mariées. Accusée de viol sur des patientes, Agnodice est obligée de se révéler et risque la condamnation à mort pour avoir exercé en tant que femme. Devant le temple, la foule des ses patients manifeste en déclarant que si Agnodice est exécutée, elle ira à la mort avec elle. Sous la pression de la foule, les magistrats acquittent Agnodice et lui permettent de continuer à exercer la médecine. L'année suivante le conseil Athénien modifiera la loi et autorisera les femmes à étudier la médecine. ■



## BOLKESTEIN RECRUTÉ COMME LOBBYISTE PAR IOUKOS

Fritz Bolkestein, l'instigateur de la directive européenne portant son nom, a été engagé au sein de la compagnie MENATEP, chargée entre autres de contrôler la société Ioukos. L'ancien commissaire européen au marché intérieur, rejoint ainsi le comité de conseil de la holding occidentale, qui tente par tous les moyens d'écarter le Kremlin des affaires de la multinationale pétrolière russe. Alors que le groupe MENATEP souhaitait entamer un procès contre l'État russe, la nomination de Fritz Bolkestein devrait permettre d'intensifier ses poursuites juridiques contre l'administration fiscale et les autorités du pays. C'est donc au côté d'Otto Graf Lambsdorff, ancien ministre de l'économie allemande, et de Stuart Eizenstat, ex-ministre des finances états-unien, que le nouveau consultant international de MENATEP devrait promouvoir les exigences de ses employeurs, qui réclament 28,5 milliards de dollar à la Russie pour dommages et intérêts. Bien que la société s'est gardé de tout commentaire, l'arrivée de Fritz Bolkestein participe de la tentative de déstabilisation du Kremlin, en internationalisant un problème historiquement et économiquement russe. ■

## Le 911 European Tour

# Du 11 septembre aux ADM irakiennes, le mensonge est une politique

**À l'initiative du millionnaire Jimmy Walter, une série de conférences sur le 11 septembre a été organisée dans les principales capitales européennes. Des journalistes et écrivains états-uniens y ont démontré la responsabilité de l'administration Bush dans l'organisation de ces attentats et l'installation d'un régime d'exception. Ils ont appelé les gouvernements européens à ouvrir une enquête internationale. Nous reproduisons l'intervention de Thierry Meyssan à Londres.**



Conférence « Confronting the Evidence » à Paris, le 24 mai 2005

Chers amis,

En janvier 2001, Donald Rumsfeld rendait public le rapport de la commission qu'il présidait sur la sécurité spatiale des États-Unis. À cette occasion, et juste avant de prendre ses nouvelles fonctions au Pentagone, il alertait la presse sur le danger imminent que représentait Oussama Ben Laden. Selon lui, l'ennemi numéro 1 des États-Unis s'apprêtait à lancer un satellite militaire depuis sa base

spatiale en Afghanistan.

Onze mois plus tard, survenaient les attentats du 11 septembre.

Peu après, le général Colin Powell, alors secrétaire d'État, a affirmé devant l'Assemblée générale des Nations Unies que ces attentats avaient été commandités par Oussama Ben Laden, lequel bénéficiait de la protection du gouvernement taliban.

Sur cette base, le général Powell a annoncé que les États-Unis interviendraient militairement en Afghanistan pour arrêter Oussama Ben Laden et le traduire en justice. Il s'est alors engagé à présenter rapidement à l'Assemblée générale des Nations Unies un rapport prouvant la culpabilité de M. Ben Laden et la légalité de l'intervention militaire. Il ne l'a pas fait. À défaut, le gouvernement Blair a masqué cette carence en publiant son propre dossier, lequel n'était pas formé de preuves, mais de déductions.



Le *Times* de Rupert Murdoch a publié des schémas des installations secrètes de M. Ben Laden. De véritables villes souterraines dignes des meilleurs James Bond.

Nous avons appris depuis ce que valent les paroles de MM. Rumsfeld et Powell et la presse de M. Murdoch. Pour s'emparer du pétrole irakien, ils ont menti, menti et menti, jusque devant le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Leur version du 11 septembre n'a pas plus de valeur que leurs affirmations et leurs serments sur les armes de destruction massive irakiennes.

Prenons un exemple emblématique de leurs mensonges et de la capacité d'une certaine presse à leur donner du crédit et à intoxiquer l'opinion publique mondiale.

Le 11 septembre, selon la Autorité fédérale de l'aviation civile (FAA), le vol 77 d'American Airlines est porté disparu au-dessus d'une réserve naturelle à 500 km de Washington.

Trois quart d'heure plus tard, une double explosion a été entendue au Pentagone, et un bref et violent incendie a ravagé une aile du bâtiment.

Selon les premières déclarations de nombreux témoins, comme le chef des pompiers d'Arlington ou le correspondant permanent de CNN au Pentagone, aucune trace d'avion n'a été découvert dans les décombres du Pentagone. Cependant, un porte-parole de l'Army a affirmé que les explosions avaient été causées par l'écrasement d'un avion de ligne. Cette version a été immédiatement confirmée par la porte-parole du Pentagone. Selon elle, le secrétaire Rumsfeld est personnellement descendu de son bureau pour se

rendre sur le lieu de l'attentat. Il a observé de loin ce qui se passait et a vu distinctement et reconnu les restes d'un Boeing.

En trois jours, les témoins qui affirmaient devant les caméras qu'il n'y avait pas d'avion se sont rétractés et ont confirmé la version officielle.

Pourtant, il est peu crédible qu'un avion porté disparu ait pu traverser 500 kilomètres en échappant à la surveillance des radars civils, en échappant aux radars militaires, en échappant aux avions de chasse lancés à sa poursuite, en échappant aux satellites d'observation qui venaient d'être activés.

Il est peu crédible qu'un aéronef non autorisé ait pu pénétrer dans la zone aérienne réservée du Pentagone et de la Maison-Blanche sans activer les 5 batteries anti-missiles chargées de les protéger.

Il est absurde de soutenir qu'un avion de ligne puisse voler longuement en rase-motte, puis descendre rapidement et frapper le rez-de-chaussée d'un immeuble.

Il est peu crédible de prétendre qu'un avion serait assez solide pour, non pas s'écraser sur la façade, mais percer un bâtiment fortifié, comme le fait un missile pénétrant.

Il est surréaliste de prétendre qu'un avion de cette dimension ait pu entrer dans un bâtiment par une porte cochère sans abîmer même le chambranle.

Il appartient au seul domaine de la science-fiction d'imaginer qu'un appareil de cette masse ait pu se désintégrer dans l'espace sans laisser le moindre débris

Il est contraire aux lois de la physique de prétendre qu'une telle masse de métal ait pu se gazeifier sous l'effet de la chaleur, y compris les réacteurs.

Il est insultant pour les familles des victimes de prétendre que l'on a pu retrouver des restes des passagers et les identifier par l'ADN et les empreintes digitales alors que la carlingue les contenant aurait été gazéifiée.

L'administration Bush raconte des histoires pour les enfants. Mais des citoyens responsables ne peuvent pas croire à cet avion invisible. Ils ne peuvent pas croire à la responsabilité d'un complot islamique mondial et à la croque-mitaines Ben Laden.

L'attentat du Pentagone, n'a pas été réalisé avec un avion de ligne. Il n'a pas été organisé depuis une base souterraine secrète en Afghanistan. Les imputations fantaisistes de l'administration Bush sont trop incohérentes pour que le général Powell ait pris le risque de présenter à l'Assemblée générale de l'ONU le rapport définitif qu'il avait promis de rédiger. L'invasion Anglo-Américaine de l'Afghanistan ne relève pas de la légitime défense, mais du colonialisme. Les guerres de la Coalition sont illégitimes.

Prenons garde de fuir nos responsabilités. Il y a une soixantaine d'années, le Reichstag brûlait à Berlin. La presse européenne gobait sans sourciller la version officielle : l'attentat avait été commis par des terroristes communistes.

Bientôt l'Europe entière applaudissait le chancelier Hitler qui prenait des mesures d'exception pour sauver la démocratie face au terrorisme. En réalité, il était en train d'instaurer une dictature et de préparer une aventure militaire.

Plus tard les démocraties ont abandonné les républicains espagnols et MM. Chamberlain et Daladier ont érigé l'aveuglement en politique. Lorsque l'Europe s'est éveillée, il était trop tard.

Aujourd'hui, l'administration Bush et ses complices, les gouvernement Blair et Howard, ont déjà porté le feu et le sang de Kaboul à Bagdad. Ils menacent Damas et Téhéran. Les 3 000 morts du 11 septembre ont été suivi de dizaines de milliers de morts en Afghanistan et en Irak. Qui seront les prochains ?

**Thierry Meyssan**

*Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.*

---

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

---

# La désillusion orange

## Analyse

Anders Aslund étale sa déception dans le *Washington Post*. Le diplomate suédois qui a longuement milité pour la transformation de l'ancien bloc soviétique en un paradis capitaliste pleure son rêve d'un grand soir libéral en Ukraine. Quelques mois après la « révolution » orange, le bilan attendu n'est pas au rendez-vous. La nouvelle équipe dirigeante n'a pas changé les structures de l'État, mais les a fait fonctionner à son profit exclusif. La croissance ralentit tandis que l'inflation s'envole. Cependant cette désillusion confine à la naïveté : nous avons expliqué dans ces colonnes, avant même les élections et la « révolution », comment la CIA manipulait l'opposition ukrainienne pour placer au pouvoir des hommes liges et certainement pas pour améliorer quoique ce soit dans ce pays. Tout à son anti-russisme primaire, M. Aslund voyait au contraire un mouvement populaire spontané et signait une pétition contre Vladimir Poutine. Aujourd'hui, il observe avec réalisme les résultats, mais refuse de reconnaître ses erreurs d'analyse et préfère croire que les promesses ont été trahies.

Pour sa part, le député russe Viatcheslav Irgounov assure, dans *Gazeta SNG*, que le couple Yushchenko-Tymoshenko est en pleine crise. Les nouveaux dirigeants ukrainiens ne souhaiteraient rien d'autre que nationaliser les biens des autres oligarques, pour les privatiser à nouveau, mais cette fois à leur profit personnel. La difficulté est qu'ils ont déjà presque entièrement dévoré le gâteau et n'ont plus grand chose à se partager.

Dans le même quotidien, Youri Pomanenko de l'Institut des stratégies globales de Kiev s'amuse de la schizophrénie des dirigeants ukrainiens, géorgiens et autres vainqueurs des révolutions colorées. Ils doivent leur pouvoir aux États-Unis et en conçoivent une certaine force face à la Russie, mais leurs intérêts nationaux les portent au contraire à se rapprocher de la Russie contre les États-Unis. C'est peut-être cette contradiction visible, bien plus que la déception économique, qui explique en réalité l'amertume d'Anders Aslund et de ses amis. Un point de vue qui semble confirmé dans *Vremya Novostyey* par Evgueni

Tchervonenko, le nouveau ministre ukrainien des Transports. Contre toute attente, il se félicite du rapprochement entre Kiev et Moscou et précise que ces relations sont aujourd'hui meilleures que par le passé. Bref, en manipulant l'opposition ukrainienne pour placer au pouvoir un gouvernement à sa botte, Washington aurait misé sur des opportunistes qui, une fois installés, auraient déçus leurs commanditaires pour revenir à des intérêts nationaux.

La polémique sur l'interprétation du 60e anniversaire de la victoire sur le fascisme n'est pas close. Les cérémonies de commémoration sont terminées, mais les enjeux politiques persistent pour longtemps. Deux figures de l'antisoviétisme, Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné, répondent dans *Le Figaro* à la tribune qu'y a publié Vladimir V. Poutine. Les deux historiens n'en démordent pas : pour eux, les communistes sont tout autant responsables de la Seconde Guerre mondiale que les nazis dans la mesure où les uns et les autres ont combattu ensemble la république de Weimar. C'est, nous semble-t-il, un point de vue simplificateur : ce ne sont pas les communistes qui ont placé le NSDAP au pouvoir, mais les démocrates-chrétiens qui sont allés chercher Adolf Hitler pour former une coalition gouvernementale avec lui. Plus loin, les deux polémistes poursuivent en rejetant l'assimilation faite par l'historiographie russe et le président Poutine entre Accords de Munich et Pacte germano-soviétique, ce qui les entraîne à faire l'apologie de Munich pour mieux condamner Molotov. Cependant, MM. Courtois et Panné ne sont pas convaincus par leur propre raisonnement, puisqu'en fin d'article ils conspuent « l'esprit munichois » de leurs détracteurs, preuve qu'ils savent fort bien à quoi s'en tenir à propos des Accords de Munich.

Le procès Yukos fait figure d'exemple, ce qui n'est jamais une garantie d'équité pour les prévenus. Mikhail Khodorkovsky n'est ni plus, ni moins coupable que les autres oligarques. Ensemble, ils ont pillé la Russie, mais c'est lui qui comparait dans le box des accusés et risque de payer une facture collective, note dans *Ivesti.Ru* le politologue Greg Pavlovski, conseiller du Kremlin. Dans le *Tageszeitung*, Peter Franck, directeur berlinois d'Amnesty International, plaide pour le respect des droits du prévenu, tout en soulignant qu'il bénéficie de l'intérêt de la presse occidentale. \_William Broder explique dans *Newsweek* que les financiers mésinterprètent ce procès. Le président Poutine ne serait pas en train de soviétiser les moyens de production russes. Il se contenterait de récupérer les biens volés à la Russie sans pour cela remettre en cause la libéralisation du marché.

L'ancien champion d'échecs Gary Kasparov, devenu le poulain de la NED/CIA pour conduire une « révolution colorée » en Russie, stigmatise dans *Die Welt* le gouvernement de Vladimir V. Poutine. Il serait aux mains de l'ancienne nomenklatura soviétique, animé par des éléments staliniens, belliqueux et anti-occidentaux. Il serait urgent d'intervenir avant qu'il ne tourne à la dictature définitive.

Le journaliste Gregory Pasko, à la fois connu pour son combat environnemental pour le soutien que lui accordent les États-Unis, ajoute sur les ondes de la *Deutschland Radio* que l'incarcération de M. Khodorkovsky annonce le retour du système concentrationnaire en Russie.

Enfin, Alexander Rahr, biographe critique de Vladimir V. Poutine, dément ces outrances. Sur la même station, il observe que la reprise en main des richesses volées par les 22 oligarques est approuvée par la population. Mais plutôt qu'un

combat entre le Kremlin et des hommes d'affaires soutenus par les Occidentaux, il s'agit d'une élimination de certains oligarques liés aux Etats-Unis et à Israël, ce qui ne déplaît pas aux Allemands qui trouvent enfin la voie libre.

Réseau Voltaire

## Anders Aslund



Anders Aslund est un ancien diplomate suédois devenu conseiller économique des régimes de transition en Russie, en Ukraine et au Kirghizstan. Après avoir dirigé le Stockholm Institute of East European Economics et travaillé à la Brookings Institution, il dirige le programme de recherches économiques de la Carnegie Endowment for International Peace à Moscou. Membre du Groupe de Bilderberg, il préside le Comité consultatif du Center for Social and Economic Research (Varsovie). Son dernier ouvrage s'intitule : *Building Capitalism : The Transformation of the Former Soviet Bloc*. Il est signataire de l'appel des 115 atlantistes contre Poutine.

### « Trahir une révolution »

Source : Washington Post (États-Unis)

Référence : « Betraying a Revolution » par Anders Aslund, *Washington Post*, 18 mai 2005.

La révolution orange en Ukraine a été un événement joyeux, une révolution libérale pour la démocratie et la liberté. Viktor Yushchenko fut élu président et il promit à sa population de la libérer de la peur et de la corruption. Hélas, le nouveau Premier ministre, Yuliya Tymoshenko, elle aussi héroïne de la révolution, a étonnamment opté pour une politique économique socialiste et populiste. Les résultats ne se sont pas fait attendre. De 12 % l'année dernière, la croissance est passée à 5 % et l'inflation est à 15 %. Comment tout a-t-il pu aller aussi vite ?

Le plus grand coup porté à l'économie a été la politique de re-privatisation. Cette politique consiste à nationaliser des entreprises appartenant aux oligarques pour les re-privatiser par la suite. Dans le cas de Kryvorizhstal, la première entreprise d'acier d'Ukraine, les propriétaires ont porté l'affaire devant la Cour européenne de justice et les procédures se poursuivent. Comme le gouvernement essaye de nationaliser de nombreuses entreprises, les propriétaires préfèrent les vendre en Russie ou y transférer leurs capitaux et bien sûr, ils n'investissent plus. En outre, on note dans les déclarations de la ministre des privatisations et de la Premier ministre un attachement au capitalisme d'État. Enfin, pour financer une augmentation des salaires dans la fonction publique, le gouvernement a augmenté les impôts malgré la promesse contraire de Viktor Yushchenko. Le nouveau système fiscal a contraint des milliers de petites entreprises à fermer leurs portes tandis que la politique de contrôle des prix sur le pétrole et la viande est en train de créer la pénurie. Les amis de l'Ukraine veulent des explications.



## Viatcheslav Irgounov

Viatcheslav Irgounov préside le SLON (Union pour la culture et la science). Il est député à la Douma russe et directeur de l'Institut international de recherche politiques et humanitaires.

### « Il y a de très fortes tensions entre Tymoshenko et l'équipe de Yushchenko »

Source : Gazeta SNG (Fédération de Russie)

Référence : « ..... », par Viatcheslav Irgounov, *Gazeta SNG*, 19 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Il ne fait aucun doute que les poursuites judiciaires actuelles en Ukraine ont un caractère politique. Il ne fait pas de doute non-plus que le ministre de l'Intérieur a des raisons d'affirmer qu'il n'a donné aucun ordre car tous les figurants ont à un moment ou à un autre enfreint la loi. La situation n'a pas changé après la révolution, 18 000 fonctionnaires ont été congédiés et cette vague de destitution est à caractère répressif. Le régime essaye aujourd'hui de remplacer les gens qui ne lui sont pas favorables par des gens loyaux. Les falsifications et manipulations des élections ont aussi profité à **Yushchenko**, mais personne n'a jamais entendu qu'un responsable ait été inquiété à ce sujet. On peut dire la même chose pour les recteurs d'universités et les enseignants. Il est évident aujourd'hui que de nombreuses personnes dans l'administration sont incompetentes et cela va poser un problème de fonctionnement de l'appareil administratif. Malheureusement la corruption risque de noyer ce nouvel appareil plus vite que l'ancien. De fortes tensions sont à prévoir, d'autant plus que la situation économique de l'Ukraine n'est pas aussi bonne que ces dernières années.

Le transfert de propriété n'est pas très important. On voudrait bien re-privatiser, mais il n'y a pas en Ukraine une poignée de milliardaires qu'il suffirait de déposséder. C'est une des difficultés. À un autre niveau, les gens loyaux sont récompensés, mais pas autant que ne l'avaient promis les révolutionnaires oranges. Ce processus peut rendre sceptiques les investisseurs étrangers. Pour l'instant, en dehors des investissements états-uniens, motivés politiquement, pratiquement aucun capital n'est entré dans le pays.

Les méthodes dures du gouvernement tendent à unifier l'opposition, dirigée de fait par Yanukovic, mais elles peuvent aussi amener une scission dans le camp des vainqueurs. D'après moi, l'équipe actuelle ne peut qu'exploser. Il y a de fortes tensions entre **Tymoshenko** et **Porochenko** et entre Tymoshenko et l'équipe de Yushchenko. Les élections législatives seront presque plus importantes que la bataille pour le fauteuil présidentiel. L'opposition est multiple et diverse, elle n'a pas de leader, elle risque de voir ses voix se perdre. Je pense que le gouvernement va trouver un compromis dans les affaires Rizak et Kolesnikov [1], l'exemple de Yukos a servi. La réputation de la Russie est entachée et bien que l'Union européenne et plus encore les États-Unis appliquent la loi des deux poids, deux mesures, je ne pense pas qu'ils pardonneraient que l'on s'en prenne à leurs hommes.

## Youri Pomanenko

Youri Pomanenko est analyste, rédacteur et coordinateur des relations internationales du site de l'Institut des stratégies globales à Kiev.

### « Le moralisme de Kiev et Tbilissi mène à une schizophrénie politique interne »

Source : Gazeta SNG (Fédération de Russie)

Référence : « ..... », par Youri Pomanenko, *Gazeta SNG*, 18 mai 2005.

Après la Géorgie, l'Ukraine et le Kirghizistan, il est visible que la Russie a perdu son rôle de stabilisateur. Les différentes sortes de révolutions, colorées ou fruitées, sont un diagnostic de la politique étrangère de la Russie. La situation changeante à la périphérie oblige Moscou à miser sur une CEI-bis (l'union des États non-reconnus, Abkhazie, Ossétie du Nord, Transnistrie, Karabakh). Cela démontre l'impossibilité pour la Russie de garder ses satellites dans sa sphère d'influence et fait d'elle un facteur déstabilisateur dans l'aire post-soviétique. Il n'est pas dans l'intérêt de Moscou de s'impliquer dans une série de conflits locaux qui ferait d'elle l'otage d'une troisième force, particulièrement les États-Unis. La stratégie des flash-révolutions états-uniennes est compréhensible, Washington ne veut cependant pas démonter le régime de Poutine qui lui convient totalement. C'est la Chine qui est l'adversaire principal des États-Unis dans la région car elle s'efforce de construire un socialisme « à visage humain ». La volonté états-unienne de limiter l'accès des Chinois aux technologies et aux ressources russes devrait résoudre des problèmes de politique intérieure en Russie.

Le principal domino de la révolution est l'Ukraine, à cause de son poids démographique, économique et géopolitique en Europe de l'Est, mais aussi en tant que modèle de passation de pouvoir dans des conditions révolutionnaires. La **révolution orange** est devenue un standard pour l'opposition dans les pays de la CEI. La volonté traditionnelle de ce pays de vouloir être un leader alternatif à la Russie est aussi un facteur. L'Ukraine est à la mode et ses dirigeants essaient d'avoir une politique étrangère plus active, en réanimant le GOUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie) qui a perdu un O (l'Ouzbékistan) par exemple. Ce GUAM revit grâce aux États-Uniens et à la défense de leurs intérêts, le critère n'est plus énergétique mais politique et surtout sécuritaire.

D'après les politologues ukrainiens, leur pays essaie actuellement de jouer trois rôles à la fois. Celui de leader régional, celui d'exportateur de la démocratie et celui de médiateur de paix dans différents conflits régionaux. Un tel éclatisme n'est pas bon pour le pays. L'axe Tbilissi-Kiev s'oppose sérieusement à la Russie depuis la **déclaration des Carpates**. Le problème pour les Russes vient du fait que ces pays sont soutenus par les États-Unis car sinon ils ne représentent pas de danger. Avec le Kirghizistan et potentiellement le Kazakhstan et la Biélorussie, ces pays sont des points d'encre durables des États-Unis dans le

« Heartland ». C'est fortes de ces appuis que la Géorgie et l'Ukraine sont sûrs d'eux même devant la Russie. Le revers de la médaille c'est que l'idéologie et le moralisme de Kiev et Tbilissi en politique étrangère va à l'encontre des intérêts économiques pragmatiques qui exigeraient un rapprochement avec la Russie. S'en suit une sorte de schizophrénie. Yushchenko démontre qu'il a réévalué sa politique. Il a compris que l'entrée dans l'Union Européenne n'est pas pour tout de suite et il a des problèmes impossibles à résoudre sans l'aide de la Russie.

## Evgueni Tchervonenko

Ancien responsable de la sécurité de Viktor Yushchenko et citoyen israélo-ukrainien, Evgueni Tchervonenko est ministre ukrainien des Transports et député.

### « L'Ukraine et la Russie doivent dépasser leurs récriminations mutuelles »

Source : Vremya Novostyey (Fédération de Russie)

Référence : « ..... », par Evgueni Tchervonenko, *Vremya Novostyey*, 20 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

J'aimerais que l'Ukraine et la Russie aient une position commune à la conférence des ministres des Transports de l'Union européenne. Dans le cadre de la renaissance de la route de la soie et du transport de marchandises de l'Extrême-Orient vers l'Union en passant par l'Ukraine, il est indispensable d'harmoniser les tarifs du transit. Le transport maritime de Vladivostok à Budapest prend 40 jours contre 14 par le train. L'Ukraine et la Russie peuvent gagner des milliards. La liaison Crimée-Caucase fonctionne depuis un mois. Le 1er août, aura lieu l'inauguration du train à grande vitesse entre Kiev et Moscou, cette liaison ne demandera plus que neuf heures au lieu de 18 auparavant. Nous avons bien d'autres projets dont celui d'un port en eaux profondes sur la mer Noire. Il serait bon de nous unir pour conquérir de nouveaux marchés en Afrique, en Iran, en Irak.

Les faits prouvent que contrairement à ce qu'ils prétendent, les socialistes et le parti de Tymoshenko jouent pour eux-mêmes. Nous sommes arrivés au pouvoir dans l'équipe unique du président, nous devons garder cette ligne. Tymoshenko a parlé d'un « Bund » des oligarques, mais je les ai simplement réunis à la table des négociations. Les plus gros groupes qui représentent 60 % du transport ferroviaire étaient présents. Je leur ai dit que je voulais des règles équitables pour qu'ils n'aient pas à payer de dessous de table et qu'ils doivent soutenir le pays. Un compromis a été trouvé.

Un audit est en cours au ministère des Transports, c'est important pour moi en tant que manager. Je n'ai rien de personnel envers qui que ce soit. Le député de la Douma Mitrofanov prétend qu'il a des enregistrements qui prouvent que j'ai touché des pots de vin, c'est totalement impossible. J'ai déclaré publiquement il y a quelques mois que nous avons arrêté des gens qui voulaient me corrompre dans le cadre d'une opération spéciale. Il y a des gens que le rapprochement entre l'Ukraine et la Russie dérangent, mais je suis fier que Poutine et Yushchenko nous aient permis de sortir de l'incompréhension.

## Stéphane Courtois , Jean-Louis Panné

Ancien maoïste, Stéphane Courtois est historien, directeur de recherches au CNRS et vice-président de l'Institut d'Histoire sociale. En 1997, il dirigea l'ouvrage *Le Livre noir du communisme*. Il a récemment publié dans sa collection « Démocratie ou totalitarisme » aux Éditions du Rocher, les souvenirs du Goulag du Hongrois Aron Gabor : *Le Cri de la Taïga*.

Jean-Louis Panné est historien. Il est l'auteur de *Boris Souvarine, le premier désenchanté du communisme* et a collaboré avec François Furet au livre *Le Passé d'une illusion*.

### « Les leçons d'histoire du « professeur » Poutine »

Source : Le Figaro (France)

Référence : « Les leçons d'histoire du « professeur » Poutine », par Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné, *Le Figaro*, 30 mai 2005.

À l'occasion de la commémoration à Moscou du 9 mai 1945, Vladimir Poutine a publié dans *Le Figaro* une tribune intitulée « Les leçons de la victoire sur le nazisme » qui se voulait une leçon d'histoire, mais réécrite selon les méthodes éprouvées du totalitarisme stalinien. Jouant au professeur, Vladimir Poutine a situé les origines de la Seconde Guerre mondiale dans l'arrivée au pouvoir des nazis, mais ne précise pas que la République de Weimar devait subir les assauts du Parti communiste allemand piloté directement par Moscou. Ces actions furent parfois menées en complicité ouverte avec les nazis alors que la Wehrmacht expérimentait ses armes en territoires soviétiques pour détourner les clauses du traité de Versailles. Le « professeur » Poutine tente également d'établir un parallèle entre les accords de Munich et le pacte germano-soviétique. En réalité, à Munich, la France et l'Angleterre firent un dernier effort pour donner satisfaction à Hitler sur le droit des Allemands des Sudètes à rejoindre le Reich. En occupant la Tchécoslovaquie le 15 mars 1939, Hitler déchira le traité et provoqua le retournement des deux démocraties. Ils choisirent alors de garantir les frontières de plusieurs États, dont la Pologne. Hitler n'aurait pas franchi le Rubicon s'il n'avait pas eu des garanties à l'Est. Le « professeur » Poutine déclare qu'en 1989, le Soviet suprême de l'URSS a donné une appréciation juridique et morale précise du pacte Molotov-Ribbentrop. Faut-il en conclure qu'il ne parvient toujours pas à penser l'histoire en dehors de la version soviétique officielle ? D'autant que notre « professeur » ne dit pas un mot sur le second pacte germano-soviétique, du 28 septembre 1939, fixant les frontières et assurant une collaboration de la Gestapo et du NKVD. Poutine se plaint de l'attitude des États baltes, mais n'a pas un mot sur le sort des pays occupés par l'URSS. L'URSS a-t-elle traité autrement que les nazis les pays qu'elle a annexés entre 1939 et 1941 et occupés à nouveau en 1944-1945 ? Certes, l'Armée rouge a libéré les pays d'Europe de l'Est du nazisme, mais il ne faut pas confondre libération et liberté. Ces pays ont été soumis à une autre oppression. Poutine nie également les massacres soviétiques de Katyn en Pologne, rendant hommage aux victimes de Kathyn, village biélorusse à l'orthographe proche où furent commis des massacres par les nazis. Le président Poutine a également honoré l'alliance conclue par De Gaulle et Staline à Moscou en décembre 1944, mais il oublie le mépris que le second avait pour la France.

Ce négationnisme historique montre que Poutine est resté fidèle à l'enseignement qui pouvait être dispensé sous l'ère brejnévienne à un officier du KGB. Mais quelle est la raison de cette leçon d'histoire ? L'explication tient dans l'affirmation du président selon laquelle « le partenariat entre la Russie,

l'Allemagne et la France constitue le facteur positif majeur de la vie internationale et du dialogue européen » et dans sa proposition d'une « grande Europe unie de l'Atlantique à l'Oural et de fait jusqu'à l'océan Pacifique », dans laquelle « les Européens peuvent, comme dans la lutte contre le nazisme, prendre pleinement appui sur la Russie ». Embourbé en Tchétchénie et voyant ses anciens vassaux s'éloigner, la Russie veut relancer l'idée de la « maison commune européenne » afin de découpler une bonne fois pour toutes l'Union européenne des États-Unis et de profiter de la naïveté et aussi de la faiblesse des Européens afin de leur soutirer les crédits et les technologies dont a besoin le pouvoir néocommuniste de Moscou pour se maintenir en vie. Les Européens seront-ils, encore une fois, tentés par l'esprit munichois ?

## Gleb Pavlovski

Gleb Pavlovski est politologue, président de la Fondation pour l'efficacité politique et conseiller politique du Kremlin.

### « Yukos est tombée à cause d'un problème de morale »

Source : Ivesti.ru (Fédération de Russie)

Référence : « ..... », par Gleb Pavlovski, *Ivesti.ru*, 16 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Si **Poutine** a déclaré récemment que les services fiscaux ne doivent pas terroriser les hommes d'affaires, je ne pense pas qu'il faisait allusion à l'affaire Yukos et aux anciens dirigeants de cette société. Yukos, c'est avant tout du business politique et les problèmes ne viennent pas seulement des machinations fiscales. Les grosses entreprises qui ont surgi après notre révolution en 1991 tiraient leurs revenus de rentes acquises grâce à la proximité avec l'état-major de la révolution qui se trouvait alors au Kremlin. C'est un business avec la propriété soviétique. C'est peut-être normal, de tels business ont existé partout. Le problème, c'est que ces gens se sont approprié les biens du peuple et n'ont pas partagé. Ce procès caractérise la volonté d'en finir avec les contradictions des années 90. Les propriétés acquises pendant ces années sont illégitimes aux yeux des citoyens, surtout les grosses.

Cela fait longtemps que l'on essaye de régler ces comptes avec les privatisations, mais comment faire ? Les anciens dirigeants de Yukos sont non seulement pénalement responsables, mais aussi moralement. D'énormes capitaux ont été détournés de l'économie nationale et sont sortis du pays. Ensuite, de l'extérieur, ces gens ont essayé d'acheter le système politique du pays, d'enlever leur souveraineté aux gens. C'est à cause d'un problème de morale que Yukos est tombée. Les gens de Yukos mènent actuellement une campagne efficace contre notre réputation, surtout à l'étranger. Je pense que la capitalisation en Russie va augmenter, pas une capitalisation éphémère comme celle qu'on aurait obtenu de Yukos, mais une capitalisation durable et participant à l'augmentation de la richesse nationale.

Nous voulons vivre dans un pays libre, mais pas libre uniquement pour les actionnaires de Yukos. Ce sont les citoyens qui contestent les agissements de ces personnes, en ce sens, nous avons de réelles chances de libéralisation politique et économique de la Russie. **Khodorkhovski** est l'otage d'une situation qu'il n'est

pas le seul a avoir provoquée, je n'ai rien personnellement contre lui. Il est une sorte de victime que la nation a sacrifiée devant l'impossibilité depuis plusieurs années déjà, de solder les comptes de la chute du pays. J'espère que ce procès sera une leçon pour les actionnaires de Yukos, mais aussi pour nous même. Si nous voulons être une démocratie, pour que le peuple ait le pouvoir, alors ce peuple doit renforcer l'État.

## Peter Franck

Peter Franck est le responsable d'Amnesty International à Berlin.

### « Un procès sélectif »

Source : Inosmi.ru (Fédération de Russie)

Référence : « Ein selektiver Prozess », par Peter Franck, *Die Tageszeitung*, 17 mai 2005.

Ce texte est adapté d'une interview traduite en russe par *Inosmi.ru*.

Il y a beaucoup de choses qui indiquent que ce procès n'a pas été mené équitablement et que ses motivations sont politiques. La fraude fiscale n'est pas un délit politique, mais d'après les défenseurs des droits du citoyen, **Khodorkovsky** a aussi été arrêté à cause de ses activités politiques, entre autres parce qu'il a soutenu l'opposition lors des dernières législatives. Quand une enquête sélective a lieu pour des motifs politiques, c'est un problème qui concerne **Amnesty International**.

Nous n'avons pas exigé la libération sans condition de Khodorkovsky. Amnesty ne peut rien prouver concernant l'éventuelle fraude fiscale. Nous exigeons le respect des règles constitutionnelles et partons du principe qu'on ne condamne pas un innocent dans un procès pénal juste. D'autres oligarques se sont comportés de la même manière pendant le déroulement des privatisations. Dans cette constellation, Amnesty ne peut pas réclamer la poursuite d'autres oligarques ou la libération de Khodorkovsky, nous voulons que les droits des accusés soient respectés. Ces droits sont malheureusement souvent bafoués quand il y a une forte motivation politique derrière les poursuites. Le chef de l'État italien a lui aussi naturellement le droit à un procès équitable. La constellation est autre dans son cas, **Silvio Berlusconi** est chef d'État et il a des instruments de pouvoir à sa disposition bien qu'il reproche lui aussi à ses juges de le poursuivre pour des raisons politiques. Khodorkovsky était l'homme le plus riche de Russie. Ce procès a peut-être servi à lui retirer les moyens considérables dont il disposait et qui lui permettaient de financer l'opposition. Même les plus riches peuvent être l'objet de poursuites politiques. Nous souhaitons que ceux qui ne sont pas aussi éminents que lui bénéficient d'autant de publicité.

## William Browder



Ancien expert de la Banque mondiale sur la Russie, William Browder est PDG et fondateur d'Hermitage Capital Management, un fond d'investissement travaillant dans les marchés financiers russes.

### « Comment le marché se trompe sur Poutine »

Source : Newsweek (États-Unis)

Référence : « How Markets Misread Putin », par William Browder, *Newsweek*, 5 mai 2005.

Les investisseurs globaux prennent leurs informations sur la Russie en se basant sur les « unes » de la presse concernant Yukos qui présentent **Vladimir Poutine** comme un dictateur détruisant la plus efficace des entreprises pétrolières nationales. Il est vrai qu'anticipant le verdict, le marché russe a perdu 7 % et la Russie est aujourd'hui le moins cher des marchés émergents. Toutefois, pour ceux qui achètent des obligations russes, il est possible de faire des affaires prolifiques compte tenu des résultats de l'économie russe. La différence entre le cours des actions et celui des obligations s'explique par les craintes des porteurs de voir leurs actions être re-nationalisées, comme celles de Yukos.

Pourtant, ces craintes ne sont pas justifiées. Si le Kremlin a détruit Yukos, c'était pour empêcher **Mikhail Khodorkovsky** de détourner l'État russe. Il était le plus riche des 22 oligarques qui ont pris le contrôle de 40 % de l'économie au cours des privatisations corrompues de l'ère Eltsine. Poutine souhaitait les arrêter, pas nuire aux investisseurs étrangers. On a réclamé à Yukos tous ses arriérés d'impôts, mais traditionnellement, les problèmes fiscaux sont réglés grâce à un arrangement entre l'entreprise et l'État, comme en Italie.

Poutine, contrairement à Eltsine, est un nationaliste honnête. Il ne prévoit aucune re-nationalisation et l'économie reste aux mains des libéraux en Russie. Seuls les spéculateurs ont perdu confiance en Russie, mais cela ne durera pas et le pessimisme excessif laissera bientôt la place à un optimisme excessif, comme on l'a déjà vu.

## Gary Kasparov



Gary Kasparov est champion du monde d'échecs et président du

### « Personne dans ce pays n'est à l'abri de telles poursuites »

Source : Inosmi.ru (Fédération de Russie)

, *Die Welt* (Allemagne)

Référence : « Niemand ist in diesem Land vor derlei Verfolgung geschützt », par Gary Kasparov, *Die Welt*, 17 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview traduite en russe par *Inosmi.ru*.

J'ai plusieurs fois assisté aux débats et je serai là aussi pour la lecture du

Comité Free Choice 2008  
en Russie.

verdict. Quand nous soutenons **Khodorkovsky**, c'est l'alternative politique que nous soutenons. Il voulait civiliser le monde des affaires en Russie, on ne l'a pas laissé faire. Il y aura de nouveaux procès. On va créer des précédents qui voudront dire : personne dans ce pays n'est à l'abri de telles poursuites. L'année 2008 sera peut-être l'année du chaos, peut-être même avant car dans les conditions actuelles, une alternance du pouvoir normale ne peut pas avoir lieu. Khodorkovsky est déjà devenu un symbole, il restera cependant en prison tant que **Poutine** sera au pouvoir. Son destin est déterminé par le Kremlin et non par la cour, le président travaille déjà à la prolongation de son mandat. Avec le démantèlement de Yukos, Poutine a démontré l'impotence politique des dirigeants occidentaux, leur incapacité à empêcher cet acte de banditisme politique. Certains comme **Schröder**, lui ont même prêté main forte. Khodorkovsky n'a pas trompé le fisc, c'est l'inverse. Il est en prison précisément parce qu'il a payé des impôts. Le régime de Poutine ne peut pas tolérer une entreprise géante agissant dans la transparence et indépendamment du Kremlin. Il y a peu de chose qui ne soient pas critiquables chez Poutine. Il a hérité d'Eltsine d'un État nomenklaturiste avec des institutions démocratiques. Cela ne pouvait durer, il devait se décider entre la démocratie et la Nomenklatura, il a choisi de s'éloigner de la démocratie. Il a commencé par les médias, puis par les entreprises et a ensuite bouleversé les fondements du système électoral russe. La prochaine étape sera l'abrogation des élections présidentielles.

Le peuple est écarté de la prise de décision. Poutine construit un régime autoritaire basé sur son pouvoir personnel et une censure totale, des cours du pétrole élevés et une bureaucratie corrompue qui lui est acquise. C'est un système fermé sur lui-même avec des éléments staliniens, agressifs et anti-occidentaux. Des **événements comme en Ukraine** sont tout à fait envisageables. Le régime est incapable et corrompu, même avec un baril à 50 dollars, il n'est pas capable d'empêcher les mouvements sociaux, l'insatisfaction grandit. La présence de Poutine au G7 est une injure au monde : s'il s'agit d'une union de pays industrialisés et démocratiques, il n'y a pas sa place.

## Grigory Pasko

Grigory Pasko est journaliste pour le magazine écologique *Ekologiya i pravo* et ancien correspondant pour le journal militaire *Boevaya Vakhta* qui avait rendu public plusieurs atteintes graves à l'environnement par la Marine russe. Il avait été condamné à quatre ans de prison pour espionnage le 25 décembre 2001, il a été libéré aux deux tiers de sa peine. Il avait déjà passé vingt mois en prison en

### « Khodorkovsky est un prisonnier politique »

Source : Deutschland Radio (Allemagne)

Référence : « Chodorkowski ist ein politischer Häftling », par Grigory Pasko, *Deutschland Radio*, 19 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Quand je suis sorti de prison, j'ai écrit un livre qui s'appelle *Le Pain d'épice*. J'y décris comment il faut se comporter en prison. Quand le président de notre Pen-club (Andrei Bitov, le célèbre écrivain) l'a eu entre les mains, il a dit qu'il devait être lu par beaucoup de gens. Nous sommes revenus à des temps où le vieux dicton russe est de nouveau d'actualité : « nous vivons dans un pays où apparemment le destin de chacun est d'aller au moins une fois en prison ». On peut aimer **Khodorkovsky** ou non, ce qu'il faut savoir, c'est que ce qui s'est passé



1997 et 1998. Il a reçu Le prix Reporters sans frontières en décembre 2002.

peut arriver à chacun. La manière dont il a été traité par l'État et la justice fait de lui un prisonnier politique. Je ne pense pas que les protestations internationales vont empêcher que la peine soit lourde et ce ne sera pas la dernière fois. Dieu merci, il y a encore quelques médias russes qui relatent cette affaire selon des critères journalistiques tout à fait normaux. Il n'y a malheureusement que très peu d'organes de presse indépendants qui couvrent tout le territoire.

On peut considérer que certains petits éléments démocratiques ont survécu, mais l'institution démocratique en elle-même est violemment ébranlée. Les révolutions en Géorgie, au Kirghizistan, en Ukraine, et l'essai actuel en Ouzbékistan ont déjà eu une influence sur la situation intérieure en Russie. Malheureusement je pense que le cours violent qu'ont pris les événements en Ouzbékistan pourrait bien être la variante la plus probable pour la Russie dans une situation semblable.

Les recherches sur les questions d'environnement sont particulières car il faut pénétrer des domaines fermés, de plus il y a une dépendance financière aux bourses ou au mécénat. Les experts s'accordent à dire que les radiations atomiques ne sont pas le problème n°1 en Russie. Il s'agit des taux de mortalité dans les grandes villes, causé par la pollution de l'air et de l'eau, ce qui 24 heures sur 24 a un impact sur la vie et la santé des gens.

## Alexander Rahr

Fils d'un collaborateur de *Radio Liberty* pendant la Guerre froide, Alexander Rahr est expert de la Russie et des relations Est/Ouest à l'Institut Allemand des Relations Internationales. Consultant auprès de nombreuses organisations européennes et internationales. Il a publié en 2000 une biographie de Vladimir Poutine intitulée *Poutine l'« Allemand » du Kremlin*.

### « Combat contre les oligarques haïs »

Source : Inosmi.ru (Fédération de Russie)

, Deutschland Radio (Allemagne)

Référence : « Kampf gegen die verhassten Oligarchen », par Alexander Rahr, *Deutschland Radio*, 17 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview traduite en russe par *Inosmi.ru*.

**Khodorkovsky** et son co-accusé Platon Lebedev ont été décrits comme les dirigeants d'une organisation criminelle, je pense que c'est une sorte de pré-condamnation. Si le réquisitoire est suivi, il devrait prendre entre 7 et 10 ans. Je pense que la Russie est en voie de devenir un État de droit, mais qu'elle ne l'est pas encore, les transformations ont cependant lieu. Il y a deux vérités.

Khodorkovsky est bien sûr coupable sur de nombreux points : fraude fiscale massive, escroquerie, corruption de parlementaires et autres. D'autres oligarques, comme le financeur du club de Chelsea, ont utilisé les mêmes méthodes et ne sont pas sur le banc des accusés. Bien sûr il n'y avait pas grand-chose de correct dans les années 90, pendant les privatisations. Il y a désormais en Russie des entreprises privées qui fournissent des emplois. 80 % de l'économie russe est privée et l'on doit trouver une sorte d'amnistie pour les oligarques au lieu de se battre contre eux. Tchoubaïs, le président de l'entreprise monopolistique d'électricité avait lui aussi soutenu des partis d'opposition sans être inquiété par **Vladimir Poutine**.

Pour la majorité des Russes, Khodorkovsky est coupable d'avoir racheté Yukos pour presque rien il y a 10 ans et d'avoir voulu vendre l'entreprise aux États-

uniens ensuite pour financer l'opposition. C'est ce que pense le Kremlin, mais aussi toute une partie de l'élite russe. Nous connaissions Khodorkovsky en Occident et nous pensions qu'il allait participer au soutien de la société civile, des fondations, mais il a eu du mal à payer ses impôts jusqu'à la fin. La plus grosse partie des bénéfices allaient aux oligarques, c'est à ce moment là que **Poutine** a décidé soit de parler avec eux, soit de les placer sous contrôle.

Khodorkovsky représentait 30 % des réserves de pétrole en Russie, indispensables pour que la Russie soit une grande puissance.

Du point de vue occidental, ce procès va faire peur aux investisseurs. D'un autre côté, Poutine est dépendant de l'opinion publique. Ce procès est perçu comme un succès en Russie, comme un combat contre des oligarques haïs qui ont pillé le pays. Les critiques de l'Occident et particulièrement de l'Allemagne sont timides car la Russie est très importante et ils ont toujours préféré faire des affaires avec l'État lui-même car c'est plus sûr. Les Anglo-Américains ont fait des affaires avec les oligarques et se sont cassé le nez. Ils pensaient s'offrir une partie de l'industrie pétrolière russe grâce à Khodorkovsky. Ils sont les grands perdants et soutiennent naturellement ce dernier contre Poutine dans l'affaire Yukos.